

Contents

I - la Règle de Droit	2
A - Les caractéristiques de la règle de droit	2
B - L'application de la règle de droit	2
1. L'exécution	3
II - La Variété de la Règle de Droit	5
III - Les Sources du Droit	6
A - Les sources internes	6
B - Les sources internationales	6
Ordre privé	7
Ordre public	7
Pénal	7

I - la Règle de Droit

A - Les caractéristiques de la règle de droit

Deux grandes caractéristiques:

- **Générale**
- **Impersonnelle**

Générale : Les règles juridiques s'appliquent de la **même** manière sur tout le territoire : **Egalité**.

exemple: Art. 9 - Code civile - "Chacun a droit au respect de sa vie privée."

Objectivité : Corollaire de la généralité de la règle de loi. Protection contre l'arbitraire, est un moyen de sauvegarder **l'égalité** et la **sécurité**.

Sauf exception: Par exemple le **régime local** d'Alsace-Moselle, instauré en 1918, pour conserver certains avantages germaniques, comme le droit à la *faillite civile* (effacement de certaines dettes personnelles).

Permanente: Elle s'applique toutes les fois que ses conditions sont remplies et le demeure jusqu'à son abrogation.

Obligatoire: Elle est posée et devient nécessaire pour empêcher que la *violence* ou la *loi du plus fort* ne l'emporte en cas de litige.

Dans notre société post-révolutionnaire, il s'agit d'instaurer une société dont la sécurité et la justice sont préservées.

Obligation pour ceux auxquels elle s'applique

Même si elle est obligatoire, elle n'est pas **monolithique** (*applications variées*).

En effet, certaines règles sont nécessaires et utiles, tandis que d'autres ne sont qu'utiles.

C'est pourquoi il y a une distinction entre les règles **Impératives** et **Supplétives**.

- **Impérative**: Ces règles ont une application stricte et rigoureuse, car vitale aux bon fonctionnement de la société, moralité, sécurité, économique et social.
- **Supplétives**: Elles n'ont pas la même rigueur que les **impératives**, elles peuvent être écartées par les sujets de droit. Elles s'appliquent si les individus n'ont pas exprimés de volontés contraires.

B - L'application de la règle de droit

La règle de droit est sanctionnée par l'acteur étatique, le plus souvent par des tribunaux.

L'application de la règle de droit nécessite parfois une exécution forcée. Cependant, seul le recours à la force publique est permis, ce qui revient à exclure la *vengeance privée*. Cette dernière est considérée comme source **arbitraire** et **d'anarchie**.

Exemple: Une personne X subit un dommage par une tierce personne Y. Cette victime X peut demander réparation. Cependant, cette réparation sera faite sur la base de la règle objective indépendante à X.

Il faut donc s'intéresser sur les moyens visant à suivre le respect de la règle de droit.

Il y a 3 types d'application de la règle de droit :

1. l'exécution
2. Réparation
3. Puniton

1. L'exécution

Celle-ci se manifeste par exemple lorsqu'un débiteur n'a pas payé sa dette. Dans ce cas, le créancier peut saisir un juge compétent afin de demander de payer toutes les mensualités restantes jusqu'à la fin du contrat.

Si le débiteur ne respecte pas la condamnation à payer la dette, le créancier pourra alors faire exécuter la décision du juge, généralement par le biais d'un huissier de justice.

Ce dernier a plusieurs "armes" pour ce faire :

1. **Saisir les biens du débiteur** : Le créancier demande à faire procéder à la vente aux enchères de certains biens du débiteur au profit du créancier.
2. **Saisir attribution** : C'est une procédure qui permet au créancier, lorsque cela le permet, compte bancaire possédant moins que le montant du RSA, de prélever une somme d'argent sur le compte du débiteur et de bloquer ses comptes pour la durée d'un mois.
3. **Saisir rémunération** : Il s'agit de saisir l'argent sur la paie du débiteur en informant son patron. Ce dernier, s'il refuse, doit payer la totalité des frais du débiteur.
 - **réparation** : Rétablir la personne dans l'état où elle était avant d'avoir subi un dommage.
 - **puniton** : réservé aux violations des règles les plus graves, constitutives d'infractions pénales

Infractions:

→ crimes : cour d'assises

- délits : tribunal correctionnel
- contraventions : tribunal de police

La violation d'une même règle de droit peut conduire à plusieurs modalités de sanction.

II - La Variété de la Règle de Droit

On distingue le *droit privé* et le *droit public*.

- **Le droit privé**

Il régit les rapports entre les personnes privées (particuliers, individus) qu'elles soient *physiques* (individu) ou *morale* (société, association)

- **Le droit public**

Il s'applique à *l'état* et aux *collectivités publiques* (communes, conseil régional)

III - Les Sources du Droit

A - Les sources internes

Celles qui s'appliquent en **France**

- La constitution de la V^{ème} République par le conseil constitutionnel (1958)
- La loi : Assemblée Nationale + Sénat
 - Dissuasion : Navette parlementaire
 - Adoption : Promulgation → Publication (*JORF*) (Papier, Electronique via Légifrance)
- Réglements : pouvoir réglementaire
 - Décrets
 - Circulaires

B - Les sources internationales

Les sources du droit international résultent des traités et accords internationaux. Les traités recouvrent tout accord conclu entre deux ou plusieurs sujets du droit international

- Etats
- Organisations internationales

Le droit européen : issue des communautés européennes (*traité de Rome - 1957*) (*traité de Maastricht - 1992*)

Normes de l'UE :

- Les traités
- Directives : contraignent les états membres quant aux résultats en laissant la liberté de déterminer les moyens pour y arriver
- Règlement : Lie l'état quant aux résultats et contraignent les moyens utilisés

L'essentiel des directives et des règlements sont réalisés au parlement européen (*Bruxelles - Strasbourg*)

- Conseil de l'UE - organe politique
- Conseil des Ministres
- Commission européenne - "*Gouvernement*" - *Bruxelles*
- Cour de justice - *Luxembourg*
- Cours européenne des droits de l'Homme
- Convention européenne des droits de l'Homme

Attention : conseil de l'UE \neq conseil de l'Europe (Europe des 47) (Droits de l'Homme)

Ordre privé

- Cour de Cassation (règle de droit) composé de 6 chambres - *Paris*
 - 1 Criminelle - Droit pénal
 - 3 Civils
 - 1 Sociale - Droit du travail
 - 1 Commerciale - Droit sociétés
- Cours d'appel - *Colmar*
- Tribunal d'instance : pour des litiges inférieurs à 10.000€
- Tribunal de grande instance : pour des litiges supérieurs à 10.000€
- Droit du travail
 - en cour de cassation
 - en cour d'appel
 - en cour des Prudhommes

Ordre publique

Pénal

- Contraventions : Tribunal de police - Formation collégiale + jury
- Délits : tribunal correctionnel - Formation collégiale
- Crimes : cour d'assises